

Lockington, Elliott (SPAC/PSPC)

De : Media <media@tpsgc-pwgsc.gc.ca>
Date : Le 8 avril 2020 12 h 47
À : Harris, Emily (SPAC/PSPC); Media
Cc : Elizabeth Lindsay; Bryan Blom; Me'Shel Gulliver Bélanger; Roy, Cecely (SPAC/PSPC); Jean-François Létourneau
Objet : **Re :** Demande des médias – Sam Cooper Global – Sociétés du Front uni de la République populaire de Chine (RPC) / Approvisionnement en équipement de protection individuelle (EPI)

Emily,

Voici la réponse approuvée :

1. Les conseils relatifs à la sécurité du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) sont considérés comme classifiés et tout détail à cet égard ne peut être divulgué publiquement. Il est important de noter que, dans le cadre de son programme de filtrage des demandes d'immigration et de citoyenneté, le SCRS fournit des conseils en matière de sécurité à des partenaires comme Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) et l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) en vertu de l'article 34 de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (LIPR) uniquement. La responsabilité de prendre une décision concernant l'admissibilité d'une personne incombe à IRCC ou à l'ASFC. Je vous recommande de communiquer avec eux si vous avez d'autres questions.
2. Comme vous pouvez vous y attendre, nous nous abstenons de commenter, de confirmer ou de nier publiquement les détails de nos enquêtes et de nos méthodologies.
3. En vertu de notre *Loi*, le SCRS a manifestement le mandat d'enquêter sur l'espionnage et le sabotage, le terrorisme, l'ingérence étrangère et la subversion, et nous continuerons d'utiliser nos pouvoirs juridiques pour veiller à ce que le gouvernement du Canada reçoive des renseignements sur ces enjeux cruciaux.

Michèle

De : Harris, Emily (SPAC/PSPC) [<mailto:emily.harris@canada.ca>]
Date : Le 8 avril 2020 11 h 42
À : Media <media@tpsgc-pwgsc.gc.ca>
Cc : Elizabeth Lindsay <Elizabeth.Lindsay@tpsgc-pwgsc.gc.ca>; Bryan Blom <Bryan.Blom@tpsgc-pwgsc.gc.ca>; Me'Shel Gulliver Bélanger <MeShel.GulliverBelanger@tpsgc-pwgsc.gc.ca>; Cecely Roy <cecely.roy@canada.ca>; Jean-François Létourneau <[Jea n-Fra ncoisletou rnea u@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:Jean-FrancoisLetaou rnea u@tpsgc-pwgsc.gc.ca)>
Objet : Re : Demande des médias - Sam Cooper Global – Sociétés du Front uni de la République populaire de Chine (RPC) / Approvisionnement en équipement de protection individuelle (EPI)

Il serait bon de voir cette réponse, une fois approuvée de leur côté, à titre d'information.

Merci,
Emily

Envoyé de mon iPhone

Le 8 avril 2020, à 11 h 39, Media <media@tpsgc-pwgsc.gc.ca> a écrit :

De : TOWNSENDJ@smtp.gc.ca <TOWNSENDJ@smtp.gc.ca>

Date : 2020-04-08 11 h 21

À : 'Le Gras, Gilbert (GilbertleGras@pco-bcp.gc.ca)¹ <GilbertleGras@pco-bcp.gc.ca>; Wilson, Ashleigh (PS/SP) <ashleigh.wilson@canada.ca>; Duval, Jean Paul (PS/SP) <ieanpaul.duval@canada.ca>;

Morrisette, Eric (HC/SC) <eric.morrisette@canada.ca>

Cc : Media Relations / Relations avec les médias (PS/SP) <ps.mediarelations-relationsaveclesmedias.sp@canada.ca>

Objet : Demande des médias - Sam Cooper Global – Sociétés du Front uni de la République populaire de Chine (RPC) / Approvisionnement en équipement de protection individuelle (EPI)

Importance : Haute

Bonjour à tous,

Nous avons reçu la demande des médias suivante de Global News.

Reporteur : Sam Cooper

Média : Global

Échéance : Aujourd'hui (après-midi)

Demande : *Je suis en train d'examiner un article concernant des acteurs et des associés autodéclarés du ministère du Travail du Front uni qui ont répondu à des appels de consulats chinois au Canada, afin de voyager à travers le Canada pour acheter de l'EPI, pour ensuite l'expédier en Chine, au début de cette année. Selon les rapports du gouvernement chinois officiel et des sources médiatiques du Parti communiste chinois ci-dessous, certaines de ces entités du ministère du Travail du Front uni pourraient être impliquées dans l'envoi d'EPI au Canada et aux États-Unis, en particulier à des membres « chinois d'outre-mer » qui en ont besoin dans certaines régions*

- 1. Puis-je demander si le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) ou le gouvernement du Canada peuvent commenter les raisons des mesures de visa prises contre l'un des acteurs autodéclarés de cet effort mondial en matière d'EPI, la Guangdong Community Federation (Fédération du Guangdong) —*
- 2. Le SCRS ou le gouvernement du Canada souhaitent-ils surveiller si des acteurs liés à la Chine pourraient être impliqués dans le commerce ou la mise en réserve de fournitures d'EPI dont les professionnels canadiens en première ligne ont besoin dans le cadre de la réponse à la pandémie de la COVID-19?*
- 3. Les acteurs associés au groupe Canada Chao Shan, qui s'est autodéclaré associé à la Fédération du Guangdong, sont répertoriés dans les bases de données de Panama Papers, où figure l'adresse d'un directeur condamné pour des délits liés à la drogue et associé aux réseaux de prêts usuraires du casino Moder de Vancouver en Colombie-Britannique — est-il possible que des groupes ayant des liens avec le ministère du Travail du Front uni et le crime organisé opèrent au Canada pour obtenir de l'EPI des détaillants canadiens — Dans l'affirmative, le gouvernement du Canada a-t-il une réponse, et le SCRS a-t-il le pouvoir, en vertu des lois sur la sécurité nationale, de répondre aux opérations relatives à l'EPI?*

Nous travaillons actuellement en vue de préparer une réponse que j'enverrai une fois que nous aurons l'approbation à l'interne.

John Townsend

Head, Media Relations | Sous-chef, Relations avec les médias

CSIS | SORS

613-842-1118 | 613-219-8467 (mobile)

townsendj@smtp.gc.ca

@csiscanada / @scrscanada

